

La réalisation et la mise en œuvre d'équipements de mesure et de régulation, les équipements de commande pour relayage statique, les salles de contrôle, tableaux synoptiques, les équipements simulateurs de fonction, d'activité ou de procédé qui sont utilisés pour l'entraînement, la mise au courant et l'écolage systématique des personnes, tels que les simulateurs de situations militaires, simulateurs spatiaux.

Installations spéciales.

T. 2. Paratonnerres, antennes de réception.

La construction et l'équipement d'antennes pour appareils de radio et de télévision à usage domestique.

T. 3. Equipements frigorifiques.

T. 4. Equipements de buanderies et de grandes cuisines.

T. 6. Equipements d'abattoirs.

U. Installations pour traitement des immondices.

Les marchés complexes portant sur la réalisation des installations de traitement d'immondices et comprenant à la fois le génie civil, le bâtiment et les équipements.

V. Installations d'épuration d'eau.

Les marchés complexes portant sur la réalisation des stations d'épuration et de potabilisation d'eau et comprenant à la fois le génie civil, le bâtiment et les équipements.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 1983 définissant les catégories et sous-catégories prévues à l'article 6 de l'arrêté royal du 9 août 1982, fixant les mesures d'application de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrément des entrepreneurs, est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1991.

Bruxelles, le 27 septembre 1991.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications  
et des Réformes institutionnelles,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles et aux Petites et Moyennes Entreprises, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,

J. DUPRE

De uitvoering en het ingebruikstellen van meet- en regelapparatuur, de bedieningsapparatuur voor statische relayering, de controlezaal, de synoptische tabellen, simulatie-uitrusting voor werking, activiteit of procédé aangewend voor de opleiding, briefing en de systematische scholing van personen, zoals de simulator voor militaire doeleinden, ruimtesimulatoren.

Speciale installaties.

T. 2. Bliksemafleiders, ontvangstantennes.

De bouw en de uitrusting van antennes voor radio- en televisietoestellen voor huishoudelijk gebruik.

T. 3. Koelinrichtingen.

T. 4. Uitrustingen voor wasserijen en grote keukens.

T. 6. Slachthuisinrichtingen.

U. Installaties voor huisvuilverwerking.

De complexe opdrachten inzake de realisatie van huisvuilverwerkingsinstallaties omvattende zowel de burgerlijke bouwkunde, de gebouwen als de uitrustingen van installaties voor het zuiveren of drinkbaar maken van water.

V. Installaties voor waterzuivering.

De complexe opdrachten omvattende zowel de burgerlijke bouwkunde, de gebouwen als de uitrustingen van installaties voor het zuiveren of drinkbaar maken van water.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 1 april 1983 tot nadere bepaling van de categorieën en ondercategorieën, voorzien in artikel 6 van het koninklijk besluit van 9 augustus 1982 tot vaststelling van de toepassingsmaatregelen van de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de erkenning der aannemers, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1991.

Brussel, 27 september 1991.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen  
en Institutionele Hervormingen,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen en voor Kleine Middelgrote Ondernemingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken,

J. DUPRE

F. 91 — 2903

27 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté ministériel relatif aux documents à produire lors de demandes d'agrément, d'agrément provisoire, de transfert d'agrément ou de l'appréciation des preuves requises en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles et le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles et aux Petites et Moyennes Entreprises, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux, notamment l'article 4, § 2;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>,

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrêtent :

Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Les documents suivants doivent être joints aux demandes d'agrément et lors de l'appréciation des preuves requises en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux.

1<sup>o</sup> a) Pour les personnes morales :

— l'acte constitutif de la société et ses modifications éventuelles à la date de la demande d'agrément;

N. 91 — 2903

27 SEPTEMBER 1991. — Ministerieel besluit betreffende de bij de aanvragen voor een erkenning, een voorlopige erkenning, een overdracht van erkenning of bij de beoordeling van de bewijzen vereist met toepassing van artikel 3, § 1, van de wet van 20 maart 1991, houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, voor te leggen documenten

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen en voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, belast met de herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken,

Gelet op de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, inzonderheid op artikel 4, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1991 tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, inzonderheid op artikel 6, § 1,

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. De hiernavolgende documenten dienen voorgelegd te worden bij de aanvragen tot het verkrijgen van een erkenning en bij de beoordeling van de bewijzen vereist met toepassing van artikel 3, § 1, 2<sup>o</sup> van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken.

1<sup>o</sup> a) Voor de rechtspersonen :

— de oprichtingsakte en alle statutenwijzigingen tot op het moment van de aanvraag;

- la composition du Conseil d'administration;
  - la liste des personnes ayant qualité pour engager la société;
  - pour les sociétés à capitaux : un certificat de bonne conduite, vie et moeurs pour chaque administrateur ou gérant;
  - pour les sociétés de personnes : un certificat de bonne conduite, vie et moeurs pour chaque associé;
  - b) pour les entreprises individuelles : un certificat de nationalité;
- 2° l'inscription au registre de commerce ou au registre professionnel selon les conditions prévues par la législation de l'Etat membre où le demandeur est établi;
- pour la Belgique, le « Registre du Commerce — « Handelsregister » ou le « Registre de l'artisanat — Ambachtsregister »;
  - pour le Danemark, le « Handelsregistret », « Aktieselskabsregistret » ou « Erhvervsregistret »;
  - pour l'Allemagne, le « Handelsregister » et le « Handwerksrolle »;
  - pour la Grèce, il peut être demandé une déclaration sous serment devant notaire concernant l'exercice de la profession d'entrepreneur de travaux publics;
  - pour l'Espagne, le « Registro Oficial de Contratistas del Ministerio de Industria y Energia »;
  - pour la France, le « Registre du Commerce » et le « Répertoire des métiers »;
  - pour l'Italie, le « Registro della Camera di commercio, industria, agricoltura e artigianato »;
  - pour le Luxembourg, le Registre aux firmes » et le « Rôle de la Chambre des métiers »;
  - pour les Pays-Bas, le « Handelsregister »;
  - pour le Portugal, le « Comissão de Alvarás de Empresas de Obras Públicas e Particulares » (C.A.E.O.P.P.) »;
  - pour le Royaume-Uni et pour l'Irlande, il peut être demandé à l'entrepreneur de fournir une attestation du « Register of Companies » ou du « Registrar of Friendly Societies » ou, à défaut, une attestation par laquelle l'intéressé déclare sous serment qu'il exerce la profession dans le pays où il est établi à un certain lieu et sous un nom commercial déterminé;

3° un extrait du casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou de provenance du demandeur et dont il résulte :

- a) qu'il n'est pas en état de faillite ou de liquidation, de cessation d'activités, qu'il n'a pas obtenu un concordat judiciaire ou qu'il se trouve dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature en vigueur dans un Etat membre des Communautés européennes;
- b) qu'il n'a pas fait l'objet d'une procédure de déclaration de faillite ou de concordat judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
- c) qu'il n'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour un délit affectant par sa nature la moralité professionnelle de l'entrepreneur;

4° un certificat délivré par l'autorité compétente de l'Etat membre concerné et dont il résulte :

- a) qu'il est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon les dispositions légales du pays où il est établi et selon les dispositions légales belges;
- b) qu'il est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi, et s'il emploie du personnel assujéti à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, qu'il est en règle en matière de cotisations de sécurité sociale et de sécurité d'existence.

Lorsqu'aucun document ou certificat exigé au 3° et 4° ci-dessus n'est délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration faite sous serment par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

- 5° la preuve de son enregistrement en tant qu'entrepreneur;
- 6° lorsqu'il exerce une activité réglementée, la preuve délivrée par l'autorité compétente établissant qu'il est autorisé à exercer cette activité;

- de samenstelling van de raad van bestuur;
- de lijst van de personen die de bevoegdheid hebben om de vennootschap te binden;
- voor de kapitaalvennootschappen : een bewijs van goed zedelijk gedrag van iedere bestuurder of zaakvoerder;
- voor de personenvennootschappen : een bewijs van goed zedelijk gedrag van iedere vennoot;
- b) voor de eenmanszaken : een nationaliteitsbewijs;

2° de inschrijving in het handels- of beroepsregister volgens de eisen van de wetgeving van de Lid-Staat waar hij gevestigd is :

- voor België, het « Handelsregister — Registre du Commerce » of het « Ambachtsregister — Registre de l'artisanat »;
- voor Denemarken, het « Handelsregistret », « Aktieselskabsregistret » of « Erhvervsregistret »;
- voor Duitsland, het « Handelsregister » en de « Handwerksrolle »;
- voor Griekenland kan verzocht worden om een verklaring onder ede voor de notaris betreffende de uitoefening van het beroep van aannemer van openbare werken;
- voor Spanje, het « Registro Oficial de Contratistas del Ministerio de Industria y Energia »;
- voor Frankrijk, het « Registre du Commerce » en het « Répertoire des métiers »;
- voor Italië, het « Registro della Camera di commercio, industria, agricoltura e artigianato »;
- voor Luxemburg, het « Registre aux firmes » en de « Rôle de la Chambre des métiers »;
- voor Nederland, het « Handelsregister »;
- voor Portugal, de « Comissão de Alvarás de Empresas de Obras Públicas e Particulares » (C.A.E.O.P.P.) »;
- voor het Verenigd Koninkrijk en voor Ierland kan de aannemer verzocht worden een attest van het « Register of Companies » of de « Registrar of Friendly Societies » over te leggen, of bij ontstentenis daarvan, een attest dat de betrokkene onder ede heeft verklaard het desbetreffende beroep uit te oefenen in het land waar hij zich heeft gevestigd op een bepaalde plaats en onder een welbepaalde handelsnaam;

3° een uittreksel uit het strafregister of, bij ontbreken daarvan, een gelijkwaardig document, afgegeven door een bevoegde gerechtelijke of overheidsinstantie van het land van oorsprong of van herkomst van de aanvrager en waaruit blijkt :

- a) dat hij niet in staat van faillissement of van liquidatie verkeert, zijn werkzaamheden niet heeft stopgezet of niet een gerechtelijk akkoord heeft verkregen dan wel in een soortgelijke toestand verkeert als gevolg van een gelijkaardige procedure die in een lid-Staat van de Europese Gemeenschappen gelding heeft;
- b) dat hij niet het voorwerp is van een procedure van faillietverklaring of van gerechtelijk akkoord of van een soortgelijke procedure die voorkomt in de nationale wetten en regelingen;
- c) dat hij niet bij een rechterlijk vonnis dat in kracht van gewijsde is gedaan, veroordeeld is geweest voor een misdrijf dat door zijn aard de beroepsmoraal van de aannemer aantast;

4° een door een bevoegde instantie van de betrokken Lid-Staat verstrekt getuigschrift waaruit blijkt :

- a) dat hij voldaan heeft aan zijn verplichtingen ten aanzien van de betaling van zijn belastingen overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar hij gevestigd is en overeenkomstig de Belgische wettelijke bepalingen;
- b) dat hij voldaan heeft aan zijn verplichtingen ten aanzien van de betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar hij gevestigd is en indien hij personeel in dienst heeft dat onderworpen is aan de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, dat hij voldaan heeft aan zijn verplichtingen ten aanzien van de betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid en bestaanszekerheid.

Indien geen document of getuigschrift, zoals geeist hierboven onder 3° en 4°, door het betrokken land wordt afgegeven, kan het worden vervangen door een verklaring die door betrokkene onder eed is afgelegd ten overstaan van een gerechtelijke of overheidsinstantie, een notaris of een bevoegde beroeps- of bedrijfsorganisatie van het land van oorsprong of herkomst.

- 5° het bewijs van zijn registratie als aannemer;
- 6° indien hij een gereguleerd beroep uitoefent : een bewijs afgeleverd door de bevoegde overheid, dat hij gemachtigd is dit beroep uit te oefenen;

7° la justification de sa capacité financière et économique suffisante par :

a) la présentation des derniers comptes annuels approuvés dans le cas où la publication des comptes annuels est prescrite par la législation du pays où l'entreprise est établie;

b) une déclaration concernant le chiffre d'affaires global au cours de trois des huit dernières années justifié par les comptes annuels pour les sociétés et pour les entreprises individuelles qui doivent publier des comptes annuels.

L'entrepreneur ne disposant pas d'une comptabilité régulière et qui ne publie pas de comptes annuels annexera à sa demande le document suivant :

un état de la totalité des biens de l'entreprise qui constituent le gage commun des créanciers, certifié par un expert-comptable ou un réviseur d'entreprises, ou un document équivalent délivré par l'autorité compétente du pays d'origine ou de provenance;

8° la justification de ses capacités techniques :

a) par des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et en particulier des responsables de la conduite des travaux;

b) par la liste des travaux exécutés au cours des huit dernières années. Cette liste devra être appuyée par des certificats de bonne exécution pour les travaux les plus importants et ce, pour chaque agrégation demandée. Dans ces certificats, le maître de l'ouvrage (et l'architecte s'il s'agit de travaux privés et quand un architecte est prévu) indiquera la nature, le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisera s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Le cas échéant, ces certificats seront transmis directement par l'autorité compétente;

c) par une déclaration mentionnant les effectifs moyens des ouvriers et des cadres de l'entreprise au cours de trois semestres des cinq dernières années; les déclarations trimestrielles à l'Office national de Sécurité sociale ou un certificat équivalent délivré par l'autorité compétente de l'Etat, membre concerné, faisant foi.

§ 2. Pour les demandes d'agrégation dans la classe la plus basse, seuls les documents visés aux § 1er, 1°, 2°, 3°, 5° et 6° doivent être produits.

**Art. 2.** a) Lors des demandes d'agrégation provisoire, les documents prévus à l'article 1er, § 1 à l'exception de :

- 7°, b);
- 8°, b);
- 8°, c) cette déclaration est remplacée par une déclaration de l'Office national de Sécurité sociale mentionnant le nombre d'ouvriers et de cadres employés au moment de la demande. Dans le cas où cette déclaration ne peut être délivrée, vu la création récente de l'entreprise, une copie du registre du personnel certifié exact par l'administration communale, suffit comme preuve;

b) lors des demandes de renouvellement de l'agrégation provisoire, aucun document ne doit être produit;

**Art. 3.** Lors du transfert d'une agrégation, les documents suivants doivent être produits :

a) dans le cas prévu à l'article 15, § 1er, 1° de l'arrêté royal du 26 septembre 1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux : les documents prévus à l'article 1er, § 1, 7°, a) du présent arrêté de même que les pièces qui doivent être déposées ou publiées, conformément à l'article 12 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

b) dans les cas prévus à l'article 15, § 1er, 2° de l'arrêté royal susmentionné : les documents prévus à l'article 1er, § 1er, 7°, a) et 8°, a) et c) du présent arrêté de même que les pièces qui doivent être déposées ou publiées, conformément à l'article 12 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

**Art. 4.** L'arrêté ministériel du 1er avril 1983 concernant les pièces à joindre aux demandes d'agrégation, d'agrégation provisoire ou d'attestation relative au montant total des travaux pouvant être exécutés simultanément, est abrogé.

7° het bewijs van voldoende financiële en economische draagkracht door :

a) het voorleggen van de laatste goedgekeurde jaarrekening, indien de vennootschapswetgeving van het land waar de aannemer is gevestigd de publicatie van de jaarrekening voorschrijft;

b) een verklaring betreffende de totale omzet aan werken tijdens drie van de jongste acht jaren gestaafd, voor de vennootschappen en de eenmanszaken die gehouden zijn een jaarrekening op te stellen, door de betrokken jaarrekeningen.

De aannemer die niet gehouden is een regelmatige boekhouding op te stellen en geen jaarrekening moet bekendmaken, dient bij zijn aanvraag het volgende document over te leggen :

een staat van het geheel der goederen dat de gemeenschappelijke waarborg voor de schuldeisers vormt, voor echt verklaard door een accountant of bedrijfsrevisor, of een gelijkwaardig document afgegeven door een bevoegde instantie van het land van oorsprong of van herkomst;

8° het bewijs van voldoende technische bekwaamheid :

a) door studie- en beroepsdiploma's van de aannemer en/of van het kaderpersoneel van de onderneming en in het bijzonder van degenen die verantwoordelijk zijn voor de leiding der werken;

b) door de lijst van de in de jongste acht jaar uitgevoerde werken. Deze lijst wordt voor de omvangrijkste werken voor elke gevraagde erkenning gestaafd door verklaringen inzake de goede uitvoering. In deze verklaringen dient door de bouwheer (en de architect wanneer het om private werken gaat en er een architect werd aangesteld) de preciese aard en het bedrag van de werken, alsmede tijd en plaats van uitvoering te worden vermeld. Bovendien moet eruit blijken of zij vakkundig zijn uitgevoerd en op regelmatige wijze tot een goed eind zijn gebracht. De bevoegde autoriteit zal de verklaringen eventueel rechtstreeks toezenden.

c) door een verklaring welke het gemiddeld aantal werklieden en kaderleden van de onderneming gedurende drie semesters uit de jongste vijf jaren vermeldt; de kwartaalaangiften inzake de bijdragen aan de Rijksdienst voor Sociale zekerheid of een gelijkwaardig document afgegeven door een bevoegde instantie van de betrokken Lid-Staat, dienen als bewijs.

§ 2. Met het oog op het verkrijgen van een erkenning in de laagste klasse dienen enkel de documenten bedoeld in § 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6° te worden voorgelegd.

**Art. 2.** a) Bij de aanvragen voor een voorlopige erkenning dienen dezelfde documenten te worden voorgelegd als deze voorzien in artikel 1, § 1 met uitzondering van :

- 7°, b);
- 8°, b);
- 8°, c) deze verklaring wordt vervangen door een verklaring van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid inzake het aantal tewerkgestelde werklieden en kaderleden op het ogenblik van de aanvraag. Indien deze verklaring, gelet op de recente oprichtingsdatum van de onderneming niet kan worden afgegeven, wordt een door het gemeentebestuur voor eensluidend verklaard afschrift van het personeelsregister als voldoende bewijs aanvaard;

b) bij de aanvragen tot verlenging van de voorlopige erkenning dienen geen documenten te worden voorgelegd;

**Art. 3.** Bij overdracht van erkenning dienen de volgende documenten te worden voorgelegd :

a) in het geval bedoeld in artikel 15, § 1, 1° van het koninklijk besluit van 26 september 1991 tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken : de documenten bedoeld in artikel 1, § 1, 7°, a) van dit besluit alsook de stukken die ter uitvoering van artikel 12 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen moeten worden neergelegd of bekendgemaakt;

b) in de gevallen bedoeld in artikel 15, § 1, 2° van bovenvermeld koninklijk besluit : de documenten bedoeld in artikel 1, § 1, 7°, a) en 8°, a) en c) van dit besluit alsook de stukken die ter uitvoering van artikel 12 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen moeten worden neergelegd of bekendgemaakt.

**Art. 4.** Het ministerieel besluit van 1 april 1983 betreffende de bij de aanvragen voor een erkenning, een voorlopige erkenning of een attest inzake het totale bedrag van de werken die gelijktijdig mogen worden uitgevoerd, te voegen bescheiden, wordt opgeheven.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur, le 1er novembre 1991.  
Bruxelles, le 27 septembre 1991.

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles et aux Petites et  
Moyennes Entreprises, chargé de la Restructuration du Ministère  
des Travaux publics,

J. DUPRE

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1991.  
Brussel, op 27 september 1991.

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen en voor  
Kleine Middelgrote Ondernemingen, belast met de Herstructure-  
ring van het Ministerie van Openbare Werken,

J. DUPRE

#### MINISTÈRE DES FINANCES

F. 91 — 2904

27 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal autorisant le Ministère des  
Finances à engager des personnes sous le régime de contrat de  
travail à l'Administration de la trésorerie en vue de répondre à  
des besoins exceptionnels et temporaires en personnel

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires  
1973-1974, notamment l'article 51, § 2, modifié par l'article 78  
de la loi-programme du 2 juillet 1981 et par la loi du 20 février 1990;

Vu l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement  
dans certains services publics notamment l'article 8, § 2, a, modifié  
par la loi-programme du 30 décembre 1988 et par la loi du  
20 février 1990;

Considérant qu'il est absolument nécessaire de fournir aux  
services de l'Administration de la trésorerie chargés dans une  
période de transition de l'exécution de l'administration salariale des  
Communautés et Régions, un renfort adéquat en personnel pour  
répondre à des besoins exceptionnels et temporaires;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 septem-  
bre 1991;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le  
23 septembre 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de  
Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Le Ministère des Finances est autorisé à engager  
25 personnes sous le régime du contrat de travail à l'Administration  
de la trésorerie en vue du renforcement du Service central des  
dépenses fixes.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions réglementaires d'ordre  
général régissant l'engagement des personnes sous le régime de  
contrat de travail, il s'agit d'un renfort de 25 rédacteurs à durée  
déterminée jusqu'au 31 décembre 1992 au plus tard.

Art. 3. Ces engagements doivent être répartis dans le temps  
comme suit :

- 20 rédacteurs à partir du 1.10.1991;
- 5 rédacteurs à partir du 1.12.1991.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1991 et  
cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1992.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du  
présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

#### MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 91 — 2904

27 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit waarbij het Ministerie  
van Financiën gemachtigd wordt personen onder het stelsel van  
een arbeidsovereenkomst in dienst te nemen bij de Administratie  
der thesaurie om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke  
behoeften aan personeel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire  
voorstellen 1973-1974, inzonderheid op artikel 51, § 2, gewijzigd bij  
artikel 78 van de programmawet van 2 juli 1981 en bij de wet van  
20 februari 1990;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende  
de werving in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij de  
programmawet van 30 december 1988, en bij de wet van 20 februa-  
ri 1990;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is om, voor de dien-  
sten van de Administratie der thesaurie belast in een overgangspe-  
riode met de uitvoering van de loonadministratie van de Gemeen-  
schappen en Gewesten, in een versterking van hun personeelsbe-  
stand te voorzien om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke  
behoeften;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven  
op 23 september 1991;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt,  
gegeven op 23 september 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het  
advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Ministerie van Financiën wordt gemachtigd  
25 personen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst in  
dienst te nemen bij de Administratie der thesaurie met het oog op  
de versterking van de Centrale dienst der vaste uitgaven.

Art. 2. Onverminderd de reglementaire bepalingen van algemene  
aard betreffende de werving van personen onder het stelsel van een  
arbeidsovereenkomst betreft het een versterking met 25 opstellers  
voor een bepaalde duur tot 31 december 1992 ten laatste.

Art. 3. Deze aanwervingen dienen als volgt te worden verdeeld in  
de tijd :

- 20 opstellers vanaf 1.10.1991;
- 5 opstellers vanaf 1.12.1991.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1991 en houdt op  
van kracht te zijn op 31 december 1992.

Art. 5. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering  
van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT